



CGT PJJ – case 500 – 263, rue de Paris 93514 Montreuil  
E-mail : [cgtppj.idf@gmail.com](mailto:cgtppj.idf@gmail.com) – Site internet : [www.cgtppj.fr](http://www.cgtppj.fr)

SNPES-PJJ/FSU Île de France  
E-mail : [snpes.pjj.fsu.idf@gmail.com](mailto:snpes.pjj.fsu.idf@gmail.com)  
Site internet : [www.snpesppj-fsu.org](http://www.snpesppj-fsu.org)

Paris, le 27 juin 2018

## **10 millions pour 4 CEF en IDF-OM mais rien pour les autres services !!**

Après le gouvernement Hollande qui se targuait de vouloir « doubler le nombre de Centres Éducatifs Fermés (CEF) sur le territoire national » dans le cadre de son programme électoral, le gouvernement Macron persiste sur cette lignée de plus en plus répressive en matière de Justice pénale des mineurs.

**En effet, dans le cadre du projet de Loi de programmation pour la Justice (2018-2022), qui doit être étudié par le Parlement à l'automne 2018, le gouvernement a prévu la création de 20 nouveaux CEF; ce qui représenterait un budget de 50 millions d'euros !**

**Sur l'inter-région IDF-OM, 4 nouveaux CEF seraient envisagés (soit 3 en Île-de-France et 1 en Guyane), ce qui représenterait 10 million d'euros investis dans des lieux privatifs de liberté au détriment de l'action de prévention et d'éducation menée au quotidien après des jeunes et des familles confiés aux services de la PJJ IDF-OM.**

Le SNPES-PJJ/FSU ainsi que la CGT PJJ IDF-OM ne peuvent que constater et dénoncer l'échec cuisant des CEF débouchant sur une incarcération croissante des mineurs, dont la durée moyenne de placement des jeunes est de 2,6 mois. Cet échec ne repose en rien sur les agents qui y exercent (titulaires et/ou contractuels) mais bien sur l'instrumentalisation politique de ce type de structure.

Ainsi, faute de places disponibles dans des hébergements dits classiques (Uehc, Uehd, uehdr), nombre de jeunes se retrouvent placés en CEF par défaut, remettant de fait en cause le cahier des charges de ces structures : placement de primo-délinquants (que ce soit dans le cadre de procédures correctionnelle et/ou criminelles), placement de MNA...

D'ailleurs, nous ne sommes pas les seuls à faire ce constat. La CNCDH (Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme), après saisine de la Garde des Sceaux en novembre 2017, la CGLPL (Contrôleuse Générale des Lieux Privatifs de Liberté) dans son rapport d'activité 2017 et les avis des rapporteurs du Sénat sur la Loi de finance de 2018 ont pu mettre en avant une primauté de la répression en matière pénale pour les mineurs alors même que la délinquance juvénile stagne.

**Depuis la RGPP, la CGT PJJ IDF-OM et le SNPES-PJJ/FSU alertent sur un manque cruel de moyens dédiés aux autres dispositifs de la PJJ :**

- manque de structures d'hébergement classique en Île de France et plus particulièrement en Outre-Mer, et état lamentable de l'immobilier existant
- absence de moyens pour l'insertion à qui l'administration demande, jour après jour, de déléguer les missions de service public à des associations habilitées (Groupe SOS en première ligne)
- pression croissante exercée sur les services de milieux ouverts, déjà exposés à un manque

criant de postes. Cette politique et ses conséquences sont totalement assumées par l'administration : listes d'attente exponentielles, fermetures de postes suite aux dernières CAP mobilité. Une politique du chiffre est mise en œuvre par la DIR et est répercutée par les différentes DT : « écrémage » des jeunes majeurs, MJIE exercées sans psychologue et sans ASS, chasse aux mesures dites « fantômes »....

**Nous ne pouvons donc pas rester impassibles pendant que le gouvernement démantèle nos outils de travail et dénature nos missions. Le SNPES-PJJ/FSU et la CGT PJJ IDF-OM revendiquent la réattribution du budget prévu pour la création des 4 CEF sur les dispositifs existants et sur la création de nouvelles structures éducatives.**

**La CGT PJJ IDF-OM et le SNPES-PJJ/FSU appellent donc tous les professionnel.le.s à participer à l'Assemblée Générale organisée en intersyndicale le **18 septembre 2018** afin de préparer la riposte à ces orientations, éloignées de notre réalité de terrain et de nos valeurs éducatives !**